

financière au *Journal officiel* de la Polynésie française, produire auprès de la direction générale des affaires économiques, des documents justifiant la réalisation de son projet. A défaut de présentation de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands projets investissement et des réformes économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2017.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le vice-président,*  
*ministre de l'économie et des finances,*  
Teva ROHFRITSCH.

**ARRETE n° 996 CM du 3 juillet 2017 portant désignation des membres de la commission des impôts.**

NOR : DIP1721166C-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands projets d'investissement et des réformes économiques,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts, notamment l'article 431-2 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 juin 2017,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 431-2 du code des impôts, sont nommés pour une durée de deux années en qualité de membres de la commission des impôts :

1° Représentants de l'administration de la Polynésie française

*a) Membres titulaires*

- le secrétaire général du gouvernement ou son représentant ;
- le directeur régional des douanes ou son représentant ;
- le receveur conservateur des hypothèques ou son représentant ;
- le directeur général des affaires économiques ou son représentant.

*b) Membres suppléants*

- le directeur des affaires foncières ou son représentant ;
- le payeur de la Polynésie française ou son représentant.

2° Experts-comptables

*a) Membres titulaires*

- le président de l'organisation des experts-comptables de Polynésie française ;
- un expert-comptable, désigné par l'organisation des experts-comptables de Polynésie française.

*b) Membre suppléant*

- un expert-comptable, désigné par l'organisation des experts-comptables de Polynésie française.

3° Personnes désignées en raison de leurs compétences

*a) Membres titulaires*

- le président du mouvement des entreprises de France en Polynésie française ou son représentant ;
- le président de la confédération générale des petites et moyennes entreprises ou son représentant.

*b) Membre suppléant*

- le président de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers ou son représentant.

Art. 2.— L'arrêté n° 393 CM du 14 avril 2016 portant désignation des membres de la commission des impôts est abrogé.

Art. 3.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands projets d'investissement et des réformes économiques, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juillet 2017.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le vice-président,*  
*ministre de l'économie et des finances,*  
Teva ROHFRITSCH.

**ARRETE n° 997 CM du 3 juillet 2017 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la société Tahitian Tourism Business Company destinée à financer l'acquisition des équipements neufs dans le cadre du dispositif d'aide à l'équipement des petites entreprises.**

NOR : DAE1720468AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands projets d'investissement et des réformes économiques,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;